



À Gauche ? Sauve-qui-peut !

18 octobre 2019

Soles duabus sellis sedere. *Tu as l'habitude d'être assis entre deux chaises.* L'expression antique peut convenir à la « Gauche », à celle qui fut comme à celle que nous connaissons. Aujourd'hui, elle est une terre de divisions et depuis quelques années, nous observons sa déroute intellectuelle et morale.

1. Tour de table

Il est facile de réduire l'adversaire à sa plus faible expression. Le « gauchiste », ainsi qu'on le nomme, serait cet être faible, répugnant de suffisance, habile à se dérober, malingre et pervers ; il est, en quelque sorte, l'antithèse de ce que nous estimons être l'homme droit et vertueux. Collectionnant les étiquettes, il se gausse des malheurs du peuple français en profitant du confort de sa situation économique, qui le tient à l'abri des malheurs u temps. C'est faire l'impasse sur la complexité d'une histoire politique riche et particulière à notre pays – car c'est de la « Gauche » en France que nous aurons parlé ce soir.

Mais le « gauchiste » est aussi celui qui nous refuse la parole, celui qui nous exclut du cercle des respectabilités, car nous serions comme des spectres échappés des années 1930. D'un certain point de vue, il est vrai que notre époque s'apparente à ces années-là, puisque nous vivons une terrible embardée idéologique. La ressemblance n'excède pas ce dernier point, toutefois : à l'époque, l'heure était à l'hyper-politisation, à la mobilisation et au mouvement des masses, au spectacle de la puissance, caractéristique des idéologies totalitaires ; de nos jours, l'heure est à la dépolitisation, à la privatisation des individus, à la modération comme nouvelle forme de l'extrémisme. Pour comprendre l'inscription du « gauchiste » dans ce monde des fluides, il faut sans doute mesurer quel impact a eu en France l'élection de François Mitterrand en 1981. Le Parti socialiste est créé en 1971. François Mitterrand a déployé sa capacité à « surfer » sur toutes les tendances de l'opinion pour les capter et les utiliser à son profit sans se trouver jamais déconsidéré par les faits qui, pourtant, jouaient contre lui.

Il sut fabriquer un « arc idéologique » de Gauche, de Pierre Mauroy à Jean-Pierre Chevènement, il sut élaborer le « Programme commun » avec les communistes sans s'aliéner l'opinion modérée – et, à l'époque, communistes et modérés se détestaient franchement. Il sut même intégrer le phénomène Rocard et une fois au pouvoir, son habileté ne fit que croître. Cela explique la place qu'il occupe dans la mythologie de la Gauche et quoique son marbre s'égratigne dernièrement, à la faveur des mémoires faiblissantes, l'exemple Mitterrand est instructif : il fait la synthèse de ce qu'est la « Gauche », une nébuleuse fascinante. Le « Programme commun » était inconséquent et ridicule à bien des égards, mais il demeure aujourd'hui encore une sorte de « doux souvenir » dans les mémoires des électeurs de gauche.

Mais le « Programme commun » fut surtout mort-né et pourtant, la « Gauche » sut faire admettre à ses électeurs le nouveau programme, trois ans seulement après l'euphorie de mai 1981. Le génie mitterrandien produisit un fruit remarquable : l'antiracisme. Le Front national fait sa percée lors des élections municipales de 1983. La gauche s'étonne et s'inquiète. Dans l'ouvrage *Le Pen, une histoire française*, Pierre Péan et Philippe Cohen expliquent des choses étonnantes et non démenties sur la façon dont la montée de Le Pen a été orchestrée. Toute une jeunesse se prend d'affection pour la vieille gauche mitterrandienne, par le truchement d'organismes comme SOS Racisme. Cette jeunesse est bien distincte de l'électorat habituel de François Mitterrand. Les médias de l'époque trouvent dans l'antiracisme une cause émotionnelle largement consensuelle en France. À gauche, on renonce à la révolution, on garde le drapeau antifasciste, on se découvre antiraciste. Serge July sera l'un des grands noms de cette époque.

Cette métamorphose nous invite à méditer la situation contemporaine. Sur fond d'internationalisme, recyclé dans la cause européenne, dans un climat propice à la globalisation économique, ce libetarisme bon teint assure à la gauche d'entrer, par la porte de l'antiracisme, dans le libéralisme tout en se conservant une bonne conscience. La gauche avait alors abandonné l'horizon des transformations sociales et découvrait, dans l'antiracisme, un nouveau terrain de jeu et de promesses. Terminé les engagements sur les structures socio-économiques, place au soin des minorités en tout genre. La gauche, en 1983, n'abandonne pas seulement le « Programme commun », elle abandonne le modèle républicain, l'assimilation et la laïcité. Perfide, Mitterrand connaissait les habitudes xénophiles et universalistes du peuple français. Il fut donc facile de laisser diffuser en France la pensée de l'équité de John Rawls, qui servirait de terreau aux futures transformations de la gauche.

Ainsi, aujourd'hui, le « gauchiste » est l'héritier de cette histoire, et nous la voyons qui se répète. Des révolutionnaires aux Insoumis, que de chemin parcouru ! Nous en aurons longuement parlé ce soir.

2. Qu'est-ce que la « Gauche » ?

Originellement, pourtant, les révolutionnaires se montrèrent hostiles au principe même de la division ; mais elle a progressivement accueilli auprès d'elle des familles politiques venues de l'extérieur. Les limites de son territoire idéologique furent-elles jamais clairement définies ? Toutes les forces « regroupées » sous la bannière de la « Gauche » se réclament d'elle bien volontiers et parfois, c'est à se demander si les oripeaux de cette bannière ne sont pas les derniers maillons de la chaîne qui maintient tous ces groupes ensemble. Cette « union » se nourrit aussi d'une grande victoire symbolique, puisqu'elle a su s'imposer à son adversaire, la « Droite », en imposant ces noms que cet adversaire, jusque-là, refusait ou dédaignait. Cette victoire n'était pas acquise et la « Gauche » n'est devenue stable qu'à la fin d'un cycle particulier de ruptures, intégrations, fusions et exclusions. Les valeurs ne sont pas tant ce qui unit la « Gauche »

que ce faisceau de principes identitaires qu'elle traîne après elle comme la queue d'une comète dégénérée.

Dans *Les idées politiques de la France* en 1932, Albert Thibaudet évoque le « sinistrisme » et le « mouvement sinistroyre » qui désignent le remplacement progressif des partis politiques de gauche par de nouveaux partis, ce qui pousse chaque parti vers la droite. En 1914, par exemple, la gauche radicale, les républicains de gauche, la gauche démocratique, seront peu à peu rejetés à droite et l'espace politique semble longtemps une étrange exception culturelle. D'ordinaire, la gauche est associée au négatif, à tout ce que l'Occident dévalorise, identifie à la faiblesse, au danger, tandis que la droite couvre ce qui est juste, bon, pur et sacré. Le politique a consacré la légitimité de la « Gauche » au mépris de cet inconscient populaire et traditionnel.

La topographie ne suffit plus à distinguer la « Droite » et la « Gauche » et cet héritage de la Révolution s'est effacé. Dès la Restauration, comme l'expliquait déjà Marcel Gauchet au début des années 1990, deux camps se distinguent : le camp des droits de l'homme, du progrès, de la modernité ; le camp de la réaction, de la tradition, de l'Ancien Régime. La « Gauche » fut très habile à cultiver ces représentations : dès le début du XIX^{ème} siècle, elle associe son adversaire à des figures repoussantes et caricaturales : le clergé, le bourgeois, l'aristocrate, le factieux. La reconstruction de l'histoire est fille de la conception politique imposée par les socialistes et les communistes et ceci explique la légitimité de ces associations historiques. La « Gauche » s'est inscrite comme le porte-parole authentique et naturel des classes inférieures, opprimées. À rebours de la conception libérale, qui distingue le public et le privé, la « Gauche » a imposé la lecture du politique au prisme du social et ce faisant, elle a phagocyté la valeur première, en démocratie : l'expression du plus grand nombre.

Les républicains du XIX^{ème} et du XX^{ème} siècle se sont pour beaucoup retrouvés dans cette conception et en reprenant les catégories de l'Ancien Régime, ils opposèrent le « tiers-état », le peuple, aux privilèges. Cette situation devait jeter à « Gauche » de nombreuses difficultés, des ferments de division et d'ailleurs, elle ne fut tout à fait unie qu'à trois reprises : avant la Première guerre mondiale avec le Bloc des gauches ; dans l'entre-deux guerres avec le Cartel des gauches ; sous la V^{ème} République avec l'Union de la gauche. Les communistes ont été à l'origine de références concurrentes et qui parfois s'imposèrent paradoxalement, comme le Front de classes ou le Front populaire, qui marquaient toujours la priorité accordée aux conflits sociaux sur les oppositions politiques. Certains ont pu ainsi parler du « pluralisme spontané » de la « Gauche » et Jean Touchard en 1981, sur les pas de René Rémond, l'a soutenu : les courants dominants ont changé, le communisme a pris la place du syndicalisme révolutionnaire, il y a toujours eu trois univers unis par une même mythologie mais divisés par les idéologies, les valeurs, les références. Les radicaux identifiaient la gauche à l'attachement à la laïcité, au parlementarisme, à la réduction lente des inégalités. Les communistes et les socialistes identifiaient la gauche à la profonde et nécessaire réforme des structures économiques et sociales.

Il est très facile d'identifier la « Gauche » comme une voix unique et harmonieuse. Pourtant, les héritiers du radicalisme ont une vision individualiste des questions politiques et socialistes, quand les communistes ont une vision plus holiste. Trois postures se dégagent sur tous les débats intéressant les relations entre politique et social, mais en 1972, lors de la signature du Programme commun de gouvernement, la « Gauche » est désignée au singulier : c'est le signe de la puissance d'évocation d'un mot qui permettra de « résumer » toutes les dimensions d'un combat politique. Après tout, même le parti communiste se présente comme le gardien le plus ardent de la gauche, alors qu'il la considérait autrefois comme une expression de la bourgeoisie des villes. Donner un contenu à la « gauche » est compliqué : les thèmes changent, les sujets de prédilection évoluent et parfois vont d'un pôle à l'autre de l'échiquier politique. Albert Hirschmann, en 1991, associait la « Gauche » à la « rhétorique du progrès » en opposition avec la logique réaction de l'histoire. L'expérience du pouvoir semble de nature à renouveler l'appareil idéologique de la « Gauche », comme en témoigne les expériences récentes : il est habituel, par exemple, de considérer que la « Gauche » a abandonné les ouvriers et les classes laborieuses au profit des communautés minoritaires, ou des minorités communautaires. Certains vont même jusqu'à considérer que la gauche contemporaine n'a plus qu'une parenté lointaine et factice avec ce qu'elle était pendant la Révolution ; ce n'est plus à l'extrême-gauche que se niche l'autorité légitime qui définissait le « vrai » et le « faux » de cette famille politique. Tout une frange de la « Gauche » s'est détaché du marxisme pour embrasser se rapprocher du paradigme libéral de la représentation.

Cette évolution conduit à des constructions protéiformes et bizarres. La « Gauche » n'est nullement obsolète, en tant que désignation symbolique, puisqu'elle est toujours, avec la droite, l'axe de positionnement politique le plus adéquat et le plus courant. Elle renvoie toujours, dans l'imaginaire collectif, à des opinions et des représentations systématiques, pas toujours cohérentes, mais néanmoins pérennes dans les esprits. Comment un électeur peut-il se positionner la gauche, en 2020 ? Une première position, empreinte d'éthique et de culture, naît de la résistance à l'autorité, de la tolérance au pluralisme ethnique, de la permissivité en fait de mœurs. Une deuxième position, plus sociale et économique, s'appuie sur l'attachement aux acquis sociaux et l'opposition aux libertés économiques. Une troisième position, plus radicale, s'inscrit dans le renouveau de la « lutte des classes » ou la bipolarité prolétaire-bourgeoisie a cédé la place à la coalition des opprimés contre l'univoque oppresseur. Tous les électeurs de gauche n'embrassent pas nécessairement l'ensemble de ces indicateurs positionnels, et cette nébuleuse explique cet « univers de gauche » et l'écriture au singulier de cette notion, la « Gauche » : ensemble hétéroclite en orbite autour d'un puissant nœud gravitationnel.

3. Les cosmopolites, nouveaux adversaires ?

Le « cosmopolitisme » correspond à deux sens bien distincts que ne couvre pas tout à fait le *jus gentium*, droit des gens latin. Ce peut être le droit des peuples, qui peuvent ne pas coïncider avec des États reconnus dans l'espace international (plus exactement :

interétatique); ce peut être le droit des individus, des personnes qui se déplacent et passent les frontières, ce qu'ils font et feront toujours pour diverses raisons (guerre, emploi, études, familles, etc.). Au-delà de cette vision juridique des choses, le « cosmopolitisme » désigne des pratiques culturelles et sociales, des postures intellectuelles étroitement associées à ce « droit des gens ». L'approche cosmopolite délaisse la question des États pour questionner les flux et processus transétatiques, eux-mêmes divers : religions, migrations, échanges économiques, flux culturels, flux matériels, etc. Hugo de Groot, dit *Grotius*, n'est pas le premier à le faire, mais il affirmera l'existence d'un droit commun à tous les peuples, le droit des gens, droit « international », et non international étatique. Ce droit des gens repose sur le droit naturel et bien que Grotius tende à confondre nation, peuple et État, une part des règles qu'il reconnaît aux États peut s'appliquer aux nations ou à leurs autorités représentatives. Ainsi est observé le conflit israélo-palestinien, quoique la Palestine ne soit pas un État reconnu à l'Organisation des Nations Unies – seulement à l'UNESCO. Ce cas n'est pas si rare puisque, depuis 1945, pas moins de 150 États supplémentaires ont été reconnus et ce nombre continue de croître. Le rôle central des États, dans cette perspective, doit être relativisé ; il faut souligner le rôle des entités territoriales infra ou supra-étatiques, comme les collectivités territoriales ou les fédérations plus ou moins intégrées, à l'image de l'Union européenne. Ces considérations juridiques ont largement diffusé à « Gauche » pour y implanter durablement les cosmopolitismes.

Le philosophe John Rawls décrit six principes de coopération : les peuples sont libres et indépendants, et les autres peuples doivent les respecter, les peuples sont égaux et auteurs des accords qu'ils donnent, ils ont un devoir de non-intervention, ils doivent respecter les traités et les engagements, ils doivent faire preuve de retenue dans leur conduite de la guerre qui doit être motivée par l'autodéfense, et respecter les droits de l'homme. Ces derniers sont ordinairement le droit à la vie, à la sécurité, à la propriété personnelle, à la liberté de conscience et d'association, au droit d'émigrer ; de plus en plus, ces « droits de l'homme » s'étendent à d'autres éléments matériels, ce qui est susceptible d'étendre l'assiette de ce droit des gens. Ceux qui suivront John Rawls considèrent que la paix est la coopération minimale, non la coexistence – ce qu'affirme le *réalisme* politique. Rawls évoque aussi des devoirs naturels nécessaires à la bonne coopération : soutenir et renforcer les institutions justes, combattre l'égoïsme et la méfiance naturelle, maintenir la bienveillance, respecter autrui, etc. Ceux-ci se rapprochent des devoirs évoqués par Thomas Hobbes.

Ainsi, dans ce cadre international, les « cosmopolites » s'intéressent plus précisément aux droits des individus. La Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 est un accomplissement en ce sens, dont les racines historiques sont à chercher du côté de la Révolution française (1789), de la révolution étatsunienne (1776), du *Bill of Rights* (1689) et de la *Magna Carta* (1215) anglais. Toutefois, d'autres régions du monde sont à mentionner : Cylindre de Cyrus (XV^{ème} siècle avant Jésus-Christ), Charte de Mandé en Afrique (XIII^{ème} siècle). Nous pouvons distinguer trois grandes catégories de droits que les cosmopolites veulent assurer aux individus : les droits civils et politiques (droit à la vie, à

la sûreté, interdiction de la torture et de l'esclavage, droit à la propriété privée, droit de vote, de résistance à l'oppression, voire aux lois injustes, droit de réunion pacifique en associations, syndicats, etc.) ; les droits économiques, sociaux et culturels (droit au travail, à la sécurité sociale, à l'éducation, droit de grève, liberté syndicale, etc., ainsi que les droits relatifs aux minorités culturelles) ; les droits de troisième génération (paix, stabilité climatique, développement, connaissance, etc.). Cela peut conduire à des situations inconfortables. Les droits civils et politiques posent des limites à l'intervention de l'État, mais les droits économiques, sociaux et culturels exigent l'intervention de l'État pour leur réalisation. L'articulation de ces différents droits n'est pas l'objet de la discussion mais leur exposé nous éclaire sur les présupposés idéologiques de ces cosmopolites qu'on trouve à notre « Gauche » pour embrasser les prémices du libéralisme (la liberté de circulation) et souhaiter les promesses du socialisme. « L'hospitalité » apparaît alors comme une sorte de devoir ; elle n'est absente d'aucune tradition historique et culturelle, mais elle devient une obligation de prêter aide et assistance à tout étranger en difficulté. Ainsi, par exemple, en France, le Conseil constitutionnel a reconnu la valeur constitutionnelle du principe de fraternité, [dans sa décision du 6 juillet 2018](#), en écartant le délit d'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irrégulier.

Ce n'est pas tout. Le cosmopolitisme est devenu la nouvelle « voix » de la gauche qui, prenant appuie sur l'idée d'une théorie de la justice globale, fait de l'accueil des migrants un élément central. Ceux qui voudraient limiter la solidarité aux limites des frontières nationales ne comprennent pas qu'ils dénaturent ainsi le concept de citoyenneté : pour farfelu que semble cette affirmation, elle trouve de nombreux relais dans l'opinion, parmi les électeurs sensibles à ces thématiques. À gauche, des discours ont renoué avec la défense de la classe ouvrière pour critiquer l'immigration de masse – car les étrangers qui arrivent sur le marché de l'emploi, en France comme ailleurs, exercent une pression négative sur les salaires, ce qui est une vieille référence marxiste à « l'armée de réserve » du capital. Très rapidement, toutefois, un concert de récriminations s'est élevé pour fustiger la xénophobie latente de ces propositions inconvenables « à Gauche ». Se développe depuis près d'une dizaine d'années la rhétorique de la nécessité d'une politique d'accueil ambitieuse et sans calcul économique. Se défendant de toute naïveté politique, les cosmopolites sont pourtant suspects d'irénisme. Ils s'appuient sur les progrès de l'égalité politique de tous les hommes, sur les droits de l'homme, reconnus comme universels, pour justifier l'abolition des frontières. C'est la lutte contre « l'arbitraire de la naissance », juste prolongement de la résistance aux autorités injustes. Parce qu'il n'existe aucun fondement rationnel au partage des territoires entre les communautés humaines, les frontières ne sont rien devant ces progrès nécessaires – notons ici que ces cosmopolites ne reconnaissent à l'histoire, qui fonde la réalité et la rationalité des frontières, aucune légitimité. La liberté des peuples doit s'imposer, mais quid de la liberté des peuples à se constituer comme nation exclusive ? Pour évacuer cette question, les cosmopolites rappellent les mots d'Étienne Tassin, qui décrivait le monde comme « né de migrations, des exils et des transgressions qui ont donné naissance aux pays, aux frontières, et aux peuples qui les habitent » ! Ils en déduisent qu'il est impossible de

légitimer l'interdiction faite aux migrants d'accéder à la citoyenneté du pays de leur choix : tout individu intéressé à une décision donnée doit pouvoir participer à la prise de décision collective ; c'est une nouvelle définition du peuple, du *dèmos*, qui est proposée. Ils combattent le « privilège ontologique » de la frontière nationale, qui doit s'ouvrir, pour conduire à la citoyenneté mondiale. Qu'il existe, sur un même territoire, des êtres distingués par le statut de la citoyenneté dénature, aux yeux des cosmopolites, le concept même de citoyenneté, puisqu'il légitime des inégalités en droit, alors même que « les hommes naissent libres et égaux en droit » ; cette différenciation perdure parce qu'elle est maintenue artificiellement et politique par les logiques intrinsèques au fonctionnement d'une économie capitaliste. C'est ainsi que les cosmopolites justifient leur position, en prenant appui sur l'exemple de ces étrangers livrés en pâture à la prédation des entreprises peu scrupuleuses qui, au mépris de la loi, convient à leurs activités cette main d'œuvre illégale et peu chère. Ils oublient certainement que « les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune », et qu'il y a peut-être « utilité commune » à distinguer les citoyens des autres, sur un même territoire.

C'est qu'aux yeux de ces cosmopolites, le destin de l'humanité dépasse les frontières. Parce que le « monde commun » advient quand se rencontrent ceux qui n'ont, à la base, rien en commun, il devient nécessaire d'accueillir les migrants et de mener des politiques volontiers xénophiles pour associer ceux que rien ne prédisposait à la liaison. L'hospitalité devient donc la condition et la fin de toute politique, avec pour objectif l'indifférence nationale. C'est dire si les cosmopolites ont en horreur la diversité et l'altérité qui ne peuvent s'apprécier qu'au prix de la distance et du respect. Mais nous avons lu chez Patrick Chamoiseau la définition de l'humain comme « *homo migrator* » et en tant que migrants potentiels, nous devrions abandonner la représentation du migrant comme « transgresseur » pour l'accueillir comme « promesse » et tout le monde a en souvenir cette fusée lyrique de Francis Huster, quand l'acteur évoqua les migrants comme les « futurs Montaigne ».

4. Impostures, trahisons, renoncements

Toutefois, où sont les ambiguïtés de la « Gauche » ? Malgré le concert à peu près consensuel autour de l'accueil des migrants, les politologues sont nombreux à souligner, comme Laurent Bouvet, le rapport ambigu qu'entretient la gauche avec la laïcité, par exemple. Le « vivre ensemble » n'est plus envisagé aujourd'hui comme on l'envisageait au début du XX^{ème} siècle, entre les partisans d'une laïcité apaisée comme Aristide Briand et les partisans d'une laïcité intransigeante comme Émile Combes. Les oppositions internes à la gauche sont le fait, désormais, des partisans d'une acceptation de la présence de l'identitaire religieux dans l'espace public, suivant l'exemple québécois des « accommodements raisonnables », et des partisans du maintien d'une séparation hermétique entre espace public et expression des identités, reléguée à l'espace privée. Ces derniers demeurent fidèles à l'idée, d'inspiration libérale, de la distinction du citoyen et de l'individu. Cette distinction se creuse à propos de l'islam en France. Les pratiques

alimentaires et vestimentaires ont cristallisé les débats dans les médias français, mais c'est l'attitude à tenir à l'égard des discours religieux qui se radicalisent que la gauche, en France, se montre de plus en plus divisée et louvoyante. Parce qu'elle est une « religion de dominés », parce qu'elle était absente du territoire français autrefois, l'islam ne doit pas être traité comme les autres religions ; la « laïcité positive » est ainsi proposée par les tenants de l'accommodement raisonnable avec cette religion. Cette position est majoritaire à gauche et les autres, ceux qui ne jurent que par la « laïcité », principe organisateur fondamental de la société française et républicaine, sont de plus en plus rares et, souvent, rejetés « à droite » par leurs compagnons idéologiques. On notera que ceux-là, ceux qui sont des « laïcs » peu scrupuleux, ont tenu des positions étranges, après certains attentats, en se posant comme « attachés à la liberté d'expression », tout en reconnaissant qu'il faut « se montrer prudent » et qu'il est nécessaire « de mesurer ses propos ». On ne s'étonnera pas de constater que les accommodements s'apparentent de plus en plus à des compromissions. Ces gens voient les musulmans comme les nouveaux opprimés, les « damnés de la terre » - ce que d'aucuns, marxistes, jugeraient risible, puisqu'on ne doit pas confondre une religion et une classe sociale.

Paradoxalement, le jeu trouble de la gauche a l'endroit de l'islam, qui s'explique par des contingences électoralistes dont on trouve des exemples intéressants dans un livre récent d'Eve Szeftel, qui décrit comment Bobigny fut le théâtre de la corruption et du clientélisme les plus achevés. On remarquera ici que les élus concernés ne sont pas de gauche, et qu'ici il faut considérer que les compromissions ne sont pas l'apanage d'un camp en particulier. Mais pour se justifier les élus de gauche ont intégré la rhétorique de la repentance : ils ne manquent jamais de rappeler que la France a colonisé l'Afrique. C'est un rappel insipide et vain, qui témoigne de la grande confusion qui règne dans l'esprit de ces élus : l'Afrique, ce n'est pas l'islam ; l'islam, ce n'est pas le Maghreb ; les Berbères ne sont pas les Arabes ; etc. Toutes ces notions se fondent en une seule, « le musulman », qui se confond parfois avec « l'immigré », et cette victime, du fait de son aura quasi divine, justifie sûrement les malversations que les élus consentent pour complaire à ces populations qui ont pris le pli de ces petites affaires. Pour ne donner qu'un exemple, on n'hésitera pas à aller fêter le ramadan ici quand on poussera des cris d'orfraie quand une malheureuse crèche est installée dans le hall d'une petite mairie.

Cet esprit, résidu de tiers-mondisme, explique sûrement l'indulgence à l'endroit de l'islamisme et ce fanatisme violent est perçu et décrit, à gauche, comme une réaction d'opprimés envers la France « néocoloniale », sorte de vengeance à rebours qu'il faut comprendre et expliquer. La compassion s'impose avant la punition. Qu'importe alors que les attentats se multiplient dans des pays peu suspects d'avoir colonisé le monde arabe, comme la Belgique ou l'Allemagne, puisque de la même façon que le « musulman » est essentialisé comme victime, l'occidental est essentialisé comme bourreau. Ils ignorent les prêches islamiques qui, sur notre territoire, appellent à des pratiques culturelles dangereuses pour l'unité nationale – et c'est le dire avec un euphémisme. Où est la gauche quand nombre de musulmans ont dit que les dessinateurs de Charlie Hebdo ont provoqué ce qui leur est arrivé le 7 janvier 2015 ? Ce journal satirique représentait

certainement ce que tout nationaliste français doit détester, pour autant, tout nationaliste français ne peut supporter qu'un tel attentat ait lieu en France. Où est la gauche pour dénoncer les interprétations littérales, prêchées dans certaines mosquées, des extraits du Coran, comme le verset 34 de la sourate 4, interprétations peu compatibles avec leurs orientations féministes ? En cherchant, dans le compromis d'un pacte faustien, la paix sociale, ces élus de gauche oublient que la paix se révèle moins dans les prétentions que dans les actes. À bien observer la carte du monde, où vit-on le mieux et le pire, quand on est une femme ou un athée ?

Ces élus qui courtisent le vote politique des musulmans, sans encore y trouver leur compte pour la plupart, bafouent non seulement la laïcité qu'ils disent chérir, mais ils sèment les grains de la discorde prochaine, celle qui plongera le peuple français dans de plus graves troubles. Le « vivre ensemble » est-il possible dans les villes où les écoles renoncent au sapin de Noël, qui offense la foi de « certains élèves », dans les villes où les femmes sont interdites de présence dans certains cafés et bars ?

5. Sauve-qui-peut à gauche ?

Les ravages de la déconstruction ont atteint malheureusement jusqu'au cœur névralgique de la gauche contemporaine. Puisqu'il faut libérer l'homme de toutes les limites, la gauche s'est libérée de ses propres limites ontologiques, en opérant ce qu'il est désormais convenu d'appeler « l'abandon des classes populaires ». Aussi appelé le tournant « Terra Nova », du nom de la fondation progressiste, ce renoncement, d'une certaine manière, s'inscrit dans la tradition historique de la table rase : il faut soumettre la réalité réticente et prendre appui sur des certitudes aveugles. L'individu, comme unique source et finalité de la société, détruit l'idée même d'un bien commun au profit de groupes multiples, organisés selon leurs intérêts particuliers. La communauté de destin, qui naît de l'existence d'un peuple, se dissout dans le marché mondial au profit de l'épanouissement narcissique ; la gauche, souscrivant à ces nouveaux paradigmes, ne pouvait qu'abandonner et trahir le peuple, « ceux qui ne sont rien ». Comment les « travailleurs » auraient-ils pu, de toutes façons, profiter de la promotion du libéralisme-libertaire, ou de la social-démocratie, quand les quelques expériences gouvernementales de la gauche en France ont montré les ravages causés dans les classes populaires par les politiques engagées ? C'est en 2011 que Terra Nova oriente le parti socialiste vers un électorat détaché des ouvriers, des prolétaires, des plus faibles et des classes laborieuses. Cette stratégie électorale se soldera par un échec. La « coalition arc-en-ciel », martingale ridicule, entraînera la ruine du parti socialiste. Déjà en 2002, les électeurs socialistes s'étonnaient de ne jamais lire le mot « ouvrier » dans les quatre pages présentant le programme de Lionel Jospin. On notera l'excellent ouvrage de Laurent Bouvet, *Le sens du peuple*, qui présente une critique froide et argumentée des dévoiements du socialisme en France.

La France Insoumise n'est pas en reste. Certains n'hésitent plus à la nommer La France Indigéniste, et peut-être ont-ils raison ? L'éviction des figures « souverainistes » de l'entourage de Jean-Luc Mélenchon sonnait le glas d'une ligne politique caractérisé par un « populisme de gauche » d'inspiration bolivarienne. On ne compte plus les cadres du mouvement, y compris parmi ceux qui travaillent dans les instances représentatives comme l'Assemblée nationale, qui n'hésitent point à cracher sur la France et les Français, [à l'instar de Manon Monmirel](#), quand la colère descelle leurs lèvres. Les élus Insoumis sont de ces laïcs qui réservent leurs cartouches aux curés et leur bienveillance aux imams. Attac n'était qu'un mouvement parmi d'autres, dans les années 2000, et personne n'y a prêté attention quand il a abandonné la lutte des classes au profit de la lutte des races.

Ce mouvement fut pourtant la matrice d'une subversion désormais à l'œuvre dans nombre d'institutions politiques en France, à l'initiative du Parti des indigènes de la République, qui impose ses pratiques et son idéologie. Ce parti affirme lutter contre l'oppression du « pouvoir blanc » ; quels sont les outils de ce pouvoir pour exercer son oppression ? La Laïcité, la cohésion nationale, l'identité, contre les opprimés. Qui sont les opprimés ? Les racisés, les descendants de colonisés, les « racailles des quartiers » (sic), etc. L'influence de ce groupe sur l'organisation de La France Insoumise est grande, quoique longtemps silencieuse. Qui se souvient de la disparition du groupe d'appui parisien « JR Hébert », à la pointe de la défense de la laïcité ? Il n'apparaît plus sur la plateforme numérique du mouvement de Jean-Luc Mélenchon.

Ce groupe avait pourtant souhaité organiser un débat sur « l'entrisme islamiste ». Le conseiller aux affaires internationales, Djordje Kuzmanovic, a été exclu de la liste des Insoumis pour les élections européennes et dans une lettre ouverte, publiée dans Marianne le 28 novembre 2018, il explique son éviction et dénonce le choix d'une ligne politique qui insiste « sur l'intersectionnalité et la non-hiérarchisation des luttes, c'est-à-dire le refus de faire primer le social sur le sociétal ». Quelques-uns ont dénoncé l'approche désormais « communautariste » qui gangrène le mouvement et malgré [les pétitions et les appels](#), rien ne semble empêcher la métamorphose intérieure de La France Insoumise. Les attaques contre la sérénité républicaine, caractéristique de la gauche historique, sont nombreuses : racialisme, différentialisme, ségrégationnisme selon la couleur de la peau, le sexe... Bref, tout ce qui était autrefois condamné comme « fruit corrompu de l'extrême-droite » semble autorisé, ingénument, à ces Indigénistes. Notons que ces métamorphoses sont aussi à l'œuvre dans nos institutions, comme à l'université.

Et souvenons-nous de Claude Bartolone, candidat socialiste aux élections régionales en Île-de-France, qui [accusait dans l'Obs Valérie Pécresse de défendre Versailles, Neuilly et la « race blanche »](#) ; l'élu socialiste avait donné le ton ! Delphine Ernotte, présidente de France Télévisions, déplorait en 2015 cette [« télévision d'homme blancs de plus de cinquante ans »](#) et appelait à ce que cela change. Évoquons aussi [la petite phrase d'Emmanuel Macron](#) sur le plan Borloo : « ça n'aurait aucun sens que deux males blancs ne vivant pas dans ces quartiers s'échangent un rapport » ! L'étrange

collusion ne doit pas nous leurrer. On peut se demander ce que Jean Jaurès, Léon Blum ou Georges Marchais penseraient de ceux qui prétendent, aujourd'hui, marcher après eux. C'est une authentique démonstration que la gauche, aujourd'hui, nous consent : il est aisé de subvertir la république, de l'intérieur et sans verser une goutte de sang. Rien ne ramollit tant qu'une pensée molle, n'est-ce pas ?

Références, indications bibliographiques

« La Gauche », *Les Temps Modernes*, 1955, n°112-113.

D. Boy, *C'était la gauche plurielle*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

M. Lazar, *La gauche en Europe depuis 1945*, Paris, PUF, 1996.

J. Touchard, *La Gauche en France, depuis 1900*, Paris, Le Seuil, 1981.

E. Szeftel, *Le maire et les barbares*, Paris, Albin Michel, 2020.

D. Daeninckx, *Municipales. Banlieue naufragée*, Paris, Gallimard, 2020.

S. Roza, *La Gauche contre les Lumières ?*, Paris, Fayard, 2020.

C. Delsol, *Le Crépuscule de l'universel*, Paris, Les éd. du Cerf, 2020.